

Pour une économie écologique

Quand on parle de croissance, on parle de produit intérieur brut, de revenu monétaire des individus ; une croissance sans doute nécessaire, mais est-elle notre objectif ultime ?

Que voulons-nous ?

-Une société globalement riche mais avec des disparités de revenus croissantes et des déséquilibres bioclimatiques majeurs comme nous le constatons depuis deux décennies au moins ?

-Ou une croissance modérée, contrôlée et surtout partagée, avec plus de justice sociale et une capacité à sauver nos milieux naturels : l'eau, l'air, la terre, les espèces animales et végétales, l'espèce humaine elle-même ?

Au contraire d'une croissance forcée, soit elle verte, je suis pour un développement sobre et un développement partagé. Développement aussi bien économique que social et culturel, basé sur le principe d'une sobriété choisie, voulue et adoptée librement par tous.

On nous parle d'une économie écologique mais que recouvre-t-elle ?

A mon sens, elle recouvre trois grands domaines au moins, que nous devons distinguer dans nos analyses :

- d'abord les activités nouvelles ou récentes, comme par exemple la fabrication et l'installation de panneaux photovoltaïques ou d'éoliennes. Ce sont des activités qui permettent d'améliorer notre bilan carbone. Elles nous font progresser vers un développement plus durable. Encore convient-il de ne pas oublier d'en établir le bilan carbone, car elles ne sont pas totalement neutres, comme l'a montré l'exemple des carburants dits « verts » de première génération. Il est clair que ces activités, que certains qualifient d'éco activités génèrent des créations

d'emplois, en France comme ailleurs dans le monde. De là à en faire une espèce d'eldorado, il faut raison garder. Au sein de ces activités, il faut particulièrement être vigilant à l'innovation. Comment ne pas regretter la régression de la France qui, dans les années 60 avec le commissariat à l'énergie solaire –COMES- était à la pointe du progrès dans ce domaine, comme d'ailleurs dans celui de l'éolien. Mais les « stop and go » successifs, le manque de lucidité et de courage des gouvernements de l'époque ont conduit à concentrer les moyens de recherche sur le nucléaire. Et on a réduit à presque rien la recherche sur le solaire et l'éolien. Quand à nos frontières d'autres ont saisi l'opportunité que représente l'énergie renouvelable pour l'économie et l'environnement.

Nos voisins Allemands et Espagnols par exemple, se partagent respectivement, la deuxième et la troisième place sur le marché mondial de l'énergie solaire dominé par la Californie.

Il est urgent de proposer la reconstitution d'une filière intégrée, de la recherche et l'innovation jusqu'aux petites et très petites entreprises d'installation, d'innovation ou de maintenance.

- Il y a ensuite les grandes activités de service, comme les transports, qui ont un impact majeur en terme d'émission de gaz à effet de serre et qui fonctionnent sur les réseaux publics existants qu'ils soient routiers, autoroutiers ou ferroviaires. Dans ce dernier domaine, comment ne pas noter le paradoxe actuel d'un bilan écologique désastreux du transport routier et autoroutier de marchandises et, en même temps, le déficit financier chronique des activités de fret ferroviaire. Ici aussi, notre pays a choisi de concentrer ses moyens sur une cible privilégiée : le TGV. Mais nous disposons aussi d'un maillage du territoire national extraordinaire en voie ferrées, qui sont

malheureusement souvent dans un état lamentable qui pénalise notre avenir. Il nous faut –me semble –t-il- afficher des choix clairs en faveur du transport collectif qu'il soit ferroviaire, fluvial ou maritime. Il faut combattre le gouvernement afin qu'il cesse les doubles discours en faveur à la fois des autoroutes et des modes de transports plus « doux » pour la planète.

- Et puis il y a les autres activités, de l'agriculture aux industries manufacturières, au bâtiment, au commerce, au tourisme, aux administrations et services de proximité. Dans tous ces secteurs, la seule issue est de rechercher collectivement des portes de sortie et des améliorations à partir d'approches croisées systématiques « bilans carbone » et « bilans sociaux ». Les démarches environnementales doivent systématiquement intégrer les conséquences sociales qui en découlent.

Je prends l'exemple de l'agriculture. Certes le développement de l'agriculture biologique est majeur pour la protection de la santé humaine et de nos sols. Mais on assiste aujourd'hui au démembrement et à la disparition d'une agriculture plus traditionnelle à qui l'on ne donne pas les moyens de la reconversion. Et pourtant, peut-on se passer des agricultures dont les externalités comme par exemple le paysage sont de grande valeur. Peut-on désertifier notre espace rural, mettre les jeunes agriculteurs au chômage et être ainsi satisfaits d'avoir amélioré notre bilan carbone ? Croiser bilans carbone et bilans sociaux, faire des arbitrages entre eux, établir de manière concertée des plans d'amélioration systématiques, telle me semble être la voie étroite qui seule peut conduire au succès. Dans ces domaines le développement des circuits courts, tant pour les produits alimentaires que pour d'autres filières comme par exemple le bâtiment et l'isolation à base de produits locaux, me semble une perspective d'avenir. Il nous faut penser

global et agir local, encourager l'économie circulaire, les circuits locaux, valoriser l'économie « présenteielle ».

Enfin, au-delà des secteurs économiques, il faut considérer les activités des ménages eux mêmes, de nos concitoyens, de nous-mêmes : nos déplacements, notre consommation d'énergie, nos activités de loisir. Je suis intervenu récemment à Bruxelles au Comité des Régions à ce sujet. La ligne de force qui sous-tend l'ensemble de mon rapport est l'importance de l'efficacité énergétique. L'efficacité énergétique, cela signifie la réduction de nos consommations d'énergie dans tous les secteurs. Il ne s'agit pas de ralentir l'activité, ou de rabaisser les niveaux de confort, bien au contraire ! Il s'agit plutôt d'éviter le gaspillage d'énergie, de mettre en œuvre de nouveaux systèmes et de nouvelles procédures, de manière à pouvoir, demain, vivre aussi bien - même mieux - en consommant moins d'énergie.

Il s'agit dorénavant de produire des Négawatts, qui sont les mégawatts que l'on ne consomme pas, avant de produire de l'énergie, fut-elle d'origine renouvelable.

Cela est vrai dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et des enjeux environnementaux en général, mais aussi – et c'est également essentiel ! - en matière de lutte contre la pauvreté énergétique. Nos concitoyens ont de plus en plus de difficultés à honorer leurs factures de gaz et d'électricité voire à utiliser leur voiture. La facture énergétique de chacun doit diminuer, il en va du pouvoir d'achat des citoyens de plus en plus pénalisés par la hausse du coût de l'énergie.

Les aider à mieux isoler leurs maisons, encourager les appareils domestiques qui consomment peu, a pour effet d'alléger cette charge dans leur budget et en quelque sorte de leur rendre du pouvoir d'achat. Enfin, diminuer nos consommations est également essentiel pour réduire notre dépendance énergétique à l'égard des pays exportateurs. Certaines collectivités

allemandes, notamment à Frankfort, préfèrent agir directement sur l'efficacité énergétique pour éradiquer la précarité énergétique. Chaque ménage en situation précaire reçoit un kit de base d'une valeur de 51€ contenant des appareils simples comme des ampoules basse consommation et des dispositifs d'économie d'eau. 400 ménages en ont déjà bénéficié et ont pu économiser chacun 140 € sur les factures d'énergie et d'eau et aussi près de 400 Kg de CO2 par an. Pourquoi ne pas proposer de tels mécanismes lors des prochaines élections régionales ?

Sensibiliser les citoyens, former les professionnels aux techniques qui permettent de construire des bâtiments qui consomment extrêmement peu d'énergie voire qui en produisent, donner l'exemple dans la gestion du parc bâti et de la flotte de véhicules de nos collectivités... Les autorités locales et régionales peuvent faire la différence.

Pour finir je voudrais insister à nouveau sur la notion de sobriété. Elle me semble une des clés à la fois morale, écologique, sociale et tout simplement politique.

Jean-Louis Joseph Vice-président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur